

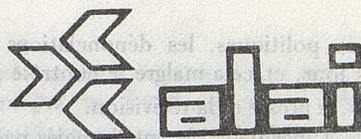


C.I.A.L.

CENTRE D'INFORMATION SUR L'AMÉRIQUE LATINE
U.E.R. D'ÉCONOMIE POLITIQUE

BI-MENSUEL

Prix au Numéro 5 FF.



AGENCE LATINO AMÉRICAIN D'INFORMATION
1224 STE CATHERINE (O) 403 TEL (514) 861 0756
MONTREAL, QUEBEC H3G 1P2 CANADA

Bul. N° 6

31 mars 1979

ANNEE 1



LA REPRESSION PERSISTE EN COLOMBIE

Le vol spectaculaire de cinq mille armes appartenant à l'Armée colombienne, exécuté par l'organisation de guérilla urbaine Mouvement 19 (M-19), a déchaîné toute une offensive de la part des militaires, sous la protection de décrets constitutionnels. Cette offensive ne touche pas que les groupes armés (M-19, Commando Pedro Leon Arboleda - PLA-, FARC), mais aussi les forces de l'opposition qui ont dû faire face à un climat d'inquiétude et de «chasse aux sorcières».

Les forces armées ont essayé de minimiser l'action audacieuse entreprise par le M-19 entre le 30 décembre et le 1er janvier, en affirmant qu'il n'y avait que 3000 armes en jeu, dont la plupart étaient défectueuses et difficile à réparer. Cependant, la récupération subséquente de ces armes démontrait qu'elles étaient bel et bien modernes et en bon état, et qu'il y en avait environ cinq mille. On a pu le constater à travers les campagnes propagandistes dans chaque endroit que les militaires ont identifié comme étant une cachette des M-19. C'est ce qui explique la révélation d'un journaliste d'El Espectador, qui a remarqué que l'Armée avait récupéré 140% des armes volées.

L'impact produit sur l'opinion publique par l'action résonante de M-19 dura peu. Les services secrets de l'Armée annoncèrent, deux jours après la révélation publique du vol des armes, qu'ils avaient découvert une «prison du peuple» dans un quartier populaire du sud de Bogota, où était détenu le dirigeant du Texas Petroleum Co. de Colombie, Nicolas Escobar Soto, lequel, selon les sources officielles, à trouvé la mort au moment de la perquisition, tandis que les deux guérilleros qui le gardaient se seraient suicidés.

Suite à une campagne ininterrompue d'arrestations et d'interrogatoires menée contre d'anciens militants de l'ANAPO socialiste, des militants de gauche et des professionnels, et en profitant de quelques pistes laissées par le M-19, l'Armée a réussi à récupérer la plupart des armes à 10 endroits différents dans les villes de Bogota et de Cali. Toutefois elle n'a pas trouvé, dans la plupart des cas, les personnes responsables. De plus, elle a saisi des appareils d'impression, des munitions, de l'argent, des éléments logistiques et 22 résidences, apparemment abandonnées par le M-19.

A Bogota, et dans les principales villes du pays, il y a eu environ 500 perquisitions et arrestations, parmi lesquelles ressortent celles de Carlos Duplat Sanjuan, professeur et cinéaste renommé, du sociologue et chercheur, Orlando Fals Borda et sa femme, de Tony Lopez Oyuela, ex-magistrat du Tribunal supérieur militaire et ex-chef de la police judiciaire du Département administratif de Sécurité (DAS), du prêtre Saturnino Sepulveda, du dirigeant du Mouvement «Firmes», Ruben Carvajalino, du docteur Olga Lopez de Roldan, etc. Les arrestations et violations de domicile se poursuivent toujours.

VIOLATIONS DES LIBERTES POLITIQUES

Les secteurs démocratiques et d'opposition ont levé leur voix en protestation devant le gouvernement, la presse et les organismes internationaux, contre les violations des droits humains et des libertés politiques. D'après les dénonciations faites au Procureur de la Nation par l'Association de Juristes démocrates, dans les opérations effectuées par l'Armée «les fonctionnaires de la justice pénale militaire chargés des perquisitions et des arrestations, agissent en claire violations des garanties constitutionnelles et des droits des citoyens. Par exemple, lors de l'occupation de domiciles et de bureaux, ils font des réquisitions, détruisent des planchers et des murs, saisissent ou détruisent des livres, enlèvent de l'argent et d'autres biens et finalement détiennent les occupants ou les transfèrent à d'autres lieux, et dans beaucoup de cas on ignore où ils sont» (1).

De même, on a dénoncé la torture pratiquée contre quelques-uns des détenus, particulièrement dans le cas d'Agustin Lara Sanchez, qui «montrait plusieurs signes de torture, soit, des hématomes au visage, une cicatrice de plusieurs centimètres au cou et l'épuisement indicatif du manque de sommeil et d'aliments qu'il a subi» (2).

Le gouvernement affirme à ce sujet qu'il n'y a aucune violation des droits humains et que les dénonciations «proviennent de gens qui veulent dévier l'opinion publique et qui donnent des versions inexactes et des nouvelles non-fondées afin de troubler les recherches» (3). En dépit des affirmations officielles sur le respect des droits humains et

40p 9801

des libertés politiques, les dénonciations se multiplient jour après jour, et cela malgré le contrôle gouvernemental sur la radio, la presse et la télévision.

A Cali, 74 ingénieurs furent licenciés par les entreprises publiques de la ville, pour avoir appuyé l'ingénieur Miguel Emiro, congédié pour ses liens présumés avec le M-19.

NOUVELLES MESURES

L'action militaire déclenchée contre le M-19 a comporté une accentuation des traits anti-démocratiques de l'Etat colombien. En plus de l'état de siège, en vigueur depuis l'administration Lopez, et l'état de Sécurité promulgué par Turbay Ayala quelques jours après sa rentrée en fonctions en septembre dernier, le gouvernement a eu recours à l'application de l'article 28 de la Constitution nationale qui habilite le pouvoir exécutif à autoriser la détention pendant une période maximum de 10 jours de tout citoyen soupçonné sérieusement de vouloir porter une atteinte grave à l'ordre public. Cette autorisation, qui requiert pour son exécution l'approbation du Conseil des Ministres et du Conseil de l'Etat, a été utilisée arbitrairement par les militaires, selon les dénonciations de l'Associatio de Juristes démocrates, «*puisque elle a été appliquée à des personnes détenues avant la promulgation de la loi*» et on s'inquiète de ce que la liste des personnes touchées par ce décret ne soit étendue de façon arbitraire.

En outre, le gouvernement a émis un décret autorisant le transfert à l'île-prison de Gorgona dans le Pacifique, des détenus condamnés pour délits de subversion, d'enlèvement ou pour association pour commettre des délits. L'ex-ministre des Relations extérieures, Alfredo Vasquez Carrisoza, a commenté cette mesure sévère dans les termes suivants : «*La coalition libérale-conservatrice qui appuie le gouvernement actuel ne veut pas créer des martyrs politiques. Gorgona est un pourrissoir d'hommes du même genre que l'île du Diable qu'a maintenue la France en face de la ville de Cayenne. On y a envoyé deux étudiants de l'Université del Valle et un étudiant du secondaire. Condamnés à trois ans de prison par un Tribunal militaire, au moment même où un débat au Conseil de Cali fait état d'allégations de torture dans les prisons, l'emprisonnement serait en soi une punition suffisante. Le reste est de la cruauté gratuite de la part du gouvernement. Il serait plus courageux de corriger cette mesure au lieu de l'imposer*» (4). Au sein de l'opposition, l'inquiétude augmente, parallèlement aux dénonciations, au sujet du rôle prépondérant qui revient aux militaires dans l'administration de la politique d'Etat, et particulièrement leur contrôle de l'ordre public. Ils ont l'appui total et inconditionnel du gouvernement pour liquider les organisations guérillères urbaines et rurales.

Avant son voyage à Puebla, Mgr. Dario Castrillon a affirmé à ce sujet : «*Dans notre pays on commence à croire que la justice militaire est plus importante que la civile. C'est ouvrir la porte aux régimes militaires, comme ailleurs en Amérique Latine. Là-bas aussi, ils l'ont cru au début, et petit à petit ils ont remis le contrôle de l'Etat entre*

les mains des militaires, qui ont fini par en avoir le contrôle total» (5).

L'hebdomadaire *Alternativa* a commenté le même thème : «*Dans son discours du 24 janvier, le président Turbay s'est répandu en éloges des Forces armées, qu'il qualifiait d'authentiquement professionnelles, et qui n'essaient d'aucune façon de se substituer à l'autorité légitime. Personne ne doute que les forces armées renouvellent chaque jour leur serment de loyauté à la constitution, mais la vérité est qu'elles se sont déjà substituées en grande partie à l'autorité civile. Elles ont remplacé les juges dans l'administration de la justice, les maires dans le contrôle des problèmes sociaux, la police dans la sauvegarde de l'ordre public, les douaniers dans le contrôle de la contrebande. L'institutionnalisation de l'état de siège a confié, dans les faits, une partie du pouvoir aux militaires, ainsi que d'importantes prérogatives matérielles, (budget secret, double calcul du temps pour les promotions), ce qui explique, quoique seulement en partie, qu'en Colombie les tentatives de coup d'Etat soient peu fréquentes. C'est sans doute une formule originale de la part de la classe dirigeante colombienne que de préserver une couverture démocratique externe tout en accordant de plus en plus de pouvoir aux Forces armées. L'entente entre elles est parfaite*» (6).

CENSURE DE LA PRESSE

L'Agence internationale de nouvelles Associated Press (AP) a vu suspendre ses services d'informations en Colombie par le gouvernement national, qui a justifié sa décision en prétendant que l'agence «*manquait d'une série de prérequis pour fonctionner au pays, et qu'elle émettait des nouvelles franchement tendancieuses et inexactes*» (7). De même, cinq stations de radio dans différentes villes du pays furent sanctionnées pour avoir violé la réglementation sur l'émission de nouvelles liées à l'ordre public.

Les dénonciations sur la situation en Colombie, faites par quelques organismes internationaux et reprises par des Agences de nouvelles comme l'UPI, ont été rejetées par le gouvernement qui soutient qu'elles font partie «*de la stratégie entreprise par les ennemis de l'Etat et de ses Forces armées*» rajoutant que «*le gouvernement a suffisamment d'autorité morale pour défendre sur la place publique, tant nationale qu'étrangère, les droits humains que la législation colombienne protège*» (8).

L'ATTITUDE DES FORCES POLITIQUES

Les partis libéral et conservateur qui font partie de la coalition du gouvernement ont donné leur plein appui aux mesures du gouvernement, et quelques journaux comme *El Tiempo* et *El Siglo* ont rapporté de façon positive le comportement des forces militaires. L'occasion a servi à accentuer la campagne de discrédit et de distorsion de l'image et des propos de la gauche, sous prétexte de combattre le M-19. Dans un éditorial d'*El Tiempo* intitulé, «*Ennemis du Peuples*», on soutient : «*nous voulons soulig-*

ner particulièrement la brutalité des supposées guérillas — qu'on devrait plutôt qualifier de groupes de brigands — qui en contradiction «idéaux» revendiquant l'ordre social et politique qu'ils prétendent servir ne sont en réalité que de simples assassins du peuple» (9).

La protestation contre les mesures gouvernementales et contre l'action des forces militaires ne provient pas uniquement des forces de la gauche, mais aussi des secteurs libéraux et démocratiques comme le journal *El Espectador*, des évêques catholiques et des chroniqueurs comme Daniel Samper, lesquels ont manifesté leur inquiétude devant les actes arbitraires qui pouvaient se commettre sous prétexte de la lutte contre les groupes de guérilla.

Daniel Samper a signalé : «Où est-ce que le gouvernement a cherché la permission de traiter les détenus soupçonnés de subversion de la façon dont il les traite ? Les témoignages de dommages physiques et moraux imposés aux citoyens et aux détenus, sont multiples et dignes de foi . . . Je ne peux pas, non plus, justifier la thèse de «petites pressions» : aujourd'hui les pressions, ça peut être le jeûne, l'insomnie forcée, les yeux bandés, la détention debout pendant quatre jours. Mais demain, le manomètre peut monter avec l'introduction de «quelques petits coups» ou l'immersion de la tête de l'accusé dans un «petit bain» d'eau. De là aux «petits pincements» des organes sexuels, jusqu'à la «petite mort» du torturé, il n'y a qu'un pas. Un petit pas» (10).

La plupart des forces de la gauche concordent pour dire que sous prétexte de la lutte contre le M-19 et les autres organisations de guérilla, on pratique une persécution et une intimidation contre les forces de l'opposition et la contestation populaire, sous forme de la détention de militants, de la violation de locaux, comme c'était le cas du siège de la Jeunesse communiste dans la matinée du 27 janvier ou de l'accusation de liens avec le M-19 portée contre des organisations légales comme le Mouvement «Firmes», que l'on accuse de possession d'une imprimerie où il aurait publié de la propagande conjointement avec le M-19. Un communiqué émis par la direction nationale de «Firmes», comme réponse aux provocations gouvernementales, affirme : ««Firmes», étant un mouvement politique ouvert qui agit dans la légalité, n'a pas de liens avec des groupes clandestins, cette basse fabulation répond au désir du gouvernement de nous faire payer notre décision de lutter contre la coupure progressive de nos libertés publiques... A la tête de ces provocations se trouve le journal conservateur *El Siglo* et son directeur le sénateur Alvaro Gomez Hurtado, qui essaient de lier toute protestation contre les infractions qui sont commises avec les activités du M-19, alors que «Firmes» a déjà déclaré qu'il n'a absolument rien à voir ni avec ce type d'organisation, ni avec les méthodes qu'il emploie» (11).

Quant au Parti communiste, qui conjointement avec le mouvement «Firmes» et des secteurs trotskystes et libéraux a constitué un comité de lutte pour les libertés politiques et la démocratie, il a évalué la situation politique dans les termes suivants : «nous assistons, non seulement à une nouvelle vague de répression, mais aussi à la menace

d'une dictature terroriste ouverte, qui est l'objectif long-temps préparé par les forces les plus à droite du grand capital. La faiblesse politique de Turbay l'a transformé en instrument du noyau agressif et convoiteur des officiers haut placés, dirigé par le général Camacho Leiva. . . Cette clique militaire, aiguillonnée par le groupe de Gomez Hurtado, est celle qui détient entre ses mains, de plus en plus, les décisions fondamentales de l'Etat. Elle veut de cette façon aboutir, comme dans les pays du sud du continent, à une dictature militaire fasciste. En Colombie, nous n'en sommes pas encore arrivés à une telle situation ; mais si les forces démocratiques n'agissent pas avec unité et énergie, c'est là que nous aboutirons» (12).

L'endurcissement des forces militaires et leur pouvoir croissant, avec le plein appui du gouvernement, semble répondre davantage à l'objectif de liquider les organisations de guérilla, en frappant au passage les secteurs de gauche et d'opposition, qu'à l'existence d'une situation politique qui menace moindrement le régime politique en vigueur. Par contre, la situation de la gauche et du mouvement de masses éprouve un important reflux. La gauche ressent encore les effets de son rude échec électoral, fruit de la division en son sein et de son peu d'enracinement dans le mouvement ouvrier et populaire. Le mouvement de grève enregistre, ces derniers mois, un recul notable comparé aux années antérieures. Cette situation de faiblesse de la gauche a été accentué par l'implantation de l'état de sécurité qui restreint significativement les droits de mobilisation et d'organisation des secteurs populaires.

- (1) Première lettre au Procureur général de la Nation, *Voz Proletaria*, Bogota, 18 janvier 1979.
- (2) Deuxième lettre au Procureur général de la Nation, *Voz Proletaria*, 25 janvier 1979.
- (3) *El Espectador*, Bogota, 14 janvier 1979.
- (4) Idem, 21 janvier 1979.
- (5) Idem, 23 janvier 1979.
- (6) *Alternativa*, No. 197, Bogota, 29 janvier 1979.
- (7) *El Espectador*, Bogota, 10 janvier 1979.
- (8) *El Tiempo*, Bogota, 31 janvier 1979.
- (9) Idem, 25 janvier 1979.
- (10) Idem, 14 janvier 1979.
- (11) Idem, 29 janvier 1979.
- (12) *Voz Proletaria*, 25 janvier 1979.

COMMUNIQUE

Le Latin American Information Group de Halifax (Canada), a créé un service de traductions mensuelles en anglais de notre Bulletin d'information hebdomadaire.

Ce service de traductions s'adresse de préférence aux groupes de coopération et de solidarité avec les peuples latino-américains du Canada et des Etats Unis afin de faciliter la reproduction de nos articles dans leur publication respective.

Pour plus d'information s'adresser à :

Latin America Information Group, P.O.Box 3460, -
Halifax, NS, CANADA. B3J3J1

NICARAGUA: ALAI INTERVIEW UN DIRIGEANT DU F.S.L.N. (TENDANCE PROLETARIENNE)

serve d'instrument et d'échelon pour les ambitions d'hommes politiques corrompus. Nous avons signalé plusieurs fois aux camarades du Parti socialiste que leur présence au sein du FAO ne bénéficie qu'à la bourgeoisie, qui y a l'hégémonie absolue. Nous avons indiqué également aux camarades «terceristes» du FSLN le danger de monter une action armée que la bourgeoisie utilisera pour faire du chantage auprès du Département d'Etat des Etats-Unis sur la nécessité de démettre Somoza, pour éviter que le peuple s'empare, et pour qu'eux — la bourgeoisie et ses organismes — soient reconnus comme l'alternative de rechange.

— Quel rôle accordez-vous à la lutte armée et comment évaluez-vous les luttes de septembre ?

— Notre organisation sandiniste considère que le moyen le plus adéquat pour réussir la démocratisation du Nicaragua, c'est de préparer maintenant l'insurrection armée de tout le peuple contre la dictature. Mais cela est un processus qui ne peut être décrété du jour au lendemain, et encore moins être lancé à partir de quelques attaques de commandos, armés contre les casernes dans les villes.

D'après nous, l'insurrection doit être le résultat de la combinaison maximale des formes de lutte fondamentales que notre peuple connaît et emploie. Ce n'est pas à nous de dire au peuple, fait ceci ou cela : vos propres moyens ne serviront pas. Et en effet, le peuple nicaraguayen se sert de trois formes fondamentales de lutte, qui en se développant et en convergeant, formeront notre façon particulière de faire l'insurrection. Quelles sont ces formes ? D'abord il y a la grève politique, et toutes ses modalités annexes, que sont les grèves d'étudiants, les grèves partielles des ouvriers, jusqu'au lock-out politique qu'ont mis en pratique les commerçants et industriels ; deuxièmement, il y a les soulèvements populaires locaux, et toutes les variantes sur ce type d'activité, comme les occupations de collèges et d'églises, les mobilisations de masses, les barricades et les luttes dans les quartiers, le harcèlement des patrouilles ennemies par des brigades populaires. Dans une ville, nous avons réussi à mettre sur pied plus de trente-cinq de ces brigades, avec dans chacun entre 7 et 12 combattants populaires, qui se servent de bombes qui explosent sur contact et d'armes rudimentaires. Et puis, il y a la lutte armée organisée par les sandinistes, qui inclut les forces combinées des trois tendances du FSLN.

L'insurrection sera la convergence de ces trois formes fondamentales de lutte, la primauté revenant à la lutte armée. Car il s'agit de vaincre une armée, et cela n'est pas facile, à moins d'un formidable effort collectif, et des tactiques de lutte armée adéquates. Nous devons créer une armée, et non plus des groupes plus ou moins irréguliers qui

attaquent les positions les plus fortes de l'ennemi. D'abord nous devons user l'ennemi, tout en formant notre détachement militaire professionnel ; c'est pourquoi la lutte ne pourra se résoudre en un court laps de temps, ni être le résultat des combats dans les villes. C'est la guérilla, à partir de terrains favorables, qui devra nous permettre de constituer notre armée stratégique, laquelle se formera ainsi dans la lutte d'usure de l'ennemi. Mais il se s'agit plus de la vieille conception de la guérilla, selon laquelle celle-ci devait cumuler toutes les tâches d'organisation des masses, de la direction de la lutte dans son ensemble et de la mobilisation et l'incorporation des masses au processus de renversement de la dictature. Ici, la guérilla est un élément insurrectionnel absolument indispensable, dans la mesure où la lutte des commandos et des escadrons sandinistes, la lutte des brigades, joueront un rôle politique et militaire important. La crise de la dictature continue, et aujourd'hui plus que jamais il existe des conditions pour mener de l'avant la lutte populaire.

— Quelles proportions a atteintes la crise économique ?

— En ce moment, le Nicaragua ne souffre pas d'une crise économique de type cyclique et structurale comme celles qui frappent notre économie dépendante à des intervalles régulières. Si l'on considère le volume et les prix des exportations des dernières années, la situation économique n'a jamais connu un tel essor. Cependant, il est bien probable que les prochains mois annoncent une de ces crises. La crise politique coïncide avec une forte récession économique. En même temps, cette crise politique a provoqué une crise économique conjoncturelle et plutôt mécanique, dans la mesure où la détérioration du pouvoir dictatorial et l'essor de la lutte des masses a fait baisser les investissements ; des quantités massives de capitaux ont fui le pays, les impôts, en même temps que les ventes et achats, ont baissé verticalement, réduisant les capitaux de l'Etat. Beaucoup d'industries et de commerces de différentes grandeurs ont fait faillite. Le chômage est à la hausse, et maintenant la dictature ne s'appuie que sur les revenus qui proviendront de la vente des produits agricoles d'exportation.

— Dans le cas d'une éventuelle division au sein du FSLN, quel rôle assumera la Tendance prolétarienne ?

— Vous devriez plutôt demander ce que nous ferions si une des tendances se lançait, seule dans une lutte militaire, en croyant ainsi prendre le pouvoir. D'abord nous leur dirions qu'ils ne se laissent pas avoir par les provocations de la droite, qui aimerait bien voir le mouvement révolution-

naire divisé, ni qu'ils se laissent entraîner dans des actions armées, dans le seul but de démontrer à l'impérialisme la nécessité d'en finir une fois pour toutes avec Somoza. Le directeur d'un des clans financiers locaux disait, il y a quelques semaines, que si les yankees n'enlèvent pas Somoza d'ici peu, ce sont eux qui paieront les frais, parce que la colère du peuple irait jusqu'à les éliminer sans discrimination. Il s' imagine que nous en sommes encore à l'âge des cavernes et qu'on leur réservera le même traitement qu'ils nous ont toujours réservé, à nous et au peuple. Mais maintenant il existe une avant-garde qui sait où elle va. Nous cherchons le renversement de la dictature, et pour cela nous devons bien préparer cette lutte, sans désespération, sans partir à l'aventure, mais avec une position unitaire. Par exemple, en septembre, nous n'étions pas d'accord avec le plan d'offensive des «terceristes», encore moins dans des conditions où c'est la droite qui pouvait en tirer tous les avantages politiques. Maintenant les «terceristes» savent que le peuple les tient responsables de ce qui s'est passé, parce que des forces et des énergies ont été perdues, quoique notre processus soit tellement vigoureux qu'il saura maintenant faire de ce revers partiel un avantage politique. Mais même si nous n'étions pas d'accord, nous sommes allés de toutes façons à la lutte, et dans beaucoup d'endroits, nous avons joué le rôle de première ligne de combat. Nos escadrons se sont engagés pleinement dans les combats. J'ai un rapport de Chinandega qui indique que les camarades d'un de nos escadrons sont restés pour combattre la Garde nationale avec une mitraillette trente pour protéger

la vie de beaucoup d'autres qui n'avaient pas leur voie de retraite assurée. Vous devez déjà savoir que lorsque, il s'est livrée une guerre de position où la majorité du peuple a laissé toutes ses lignes exposées, restant piégées et à la défensive, sans avoir planifié la retraite. Et j'ai entendu quelques déclarations qui me rendent indigné, disant quelque chose comme «*nos escadrons se sont retirés sans aucune perte*». Qui est donc responsable de la mort de ceux qui n'ont pas réussi à se retirer si brillamment ? Nous autres, si nous avons subi beaucoup de pertes, nous savions aussi dès le début le prix de cette action ; néanmoins notre peuple s'y est lancé et la responsabilité de toute organisation d'avant-garde, c'est d'être aux côtés du peuple, parce que si nous ne pouvons l'orienter de façon adéquate, nous devons montrer le courage et la dignité de tomber avec lui.

Alors, on le voit bien que la lutte du Nicaragua est complexe. Il y a plusieurs courants : aux moments où on entrevoit la possibilité d'accéder au pouvoir, les intérêts divergents ressortent avec plus d'intensité. Chacune des classes qui composent la société veut imposer ses conditions aux autres. Voici le rôle qui revient à l'avant-garde dans tout le processus de démocratisation que nous vivons : agir avec une grande qualité politique, sans opportunisme, en reconnaissant les mérites de ceux qui ont lutté, en sachant être compréhensifs avec ceux qui par ignorance ou par mesquinerie n'ont pas su agir dans le meilleur intérêt de la nation ; et même, savoir pardonner ceux qui sont restés mêlés avec l'ennemi.



CRISE ECONOMIQUE ET ELECTIONS EN BOLIVIE

L'Association des Banques de Bolivie a révélé, dans un document diffusé dans la deuxième semaine de février, que la période 1979-80 apportera de profondes difficultés économiques à cause des bas niveaux de production de minerais et des perspectives peu encourageantes des exportations non-traditionnelles. De l'avis des milieux financiers boliviens, la baisse imminente des exportations provoquera des difficultés croissantes pour payer le service de la dette externe. Le document de l'Association des Banques a été rendu public après que le gérant de la Corporation minière de Bolivie (COMIBOL) eut annoncé une forte crise financière de cet organisme. D'après lui, l'endettement externe compromet fortement l'avenir de l'industrie minière d'Etat, dont la dette externe atteint les 140 millions de dollars. Le report de cette dette paraît d'autant plus indispensable devant la possibilité que les Etats-Unis décident de vendre entre 30 et 45 mille tonnes métriques d'étain sur le marché international en 1979.

Tandis que la banque et les économistes lançaient leurs avertissements sur la gravité de la crise, qui «*pourrait signifier que l'Etat bolivien se trouve au dépourvu*», le Mouvement nationaliste révolutionnaire de Gauche (MNRI), membre de l'Unité Démocratique Populaire (UDP) a ré-

pété ses accusations contre certains secteurs de la Junte militaire de gouvernement d'agir de façon partisane dans la présente période électorale. Le MNRI soutient qu'un secteur de gouvernement actuel fait incliner quelques organes de pouvoir et les mécanismes électoraux en faveur de la candidature de l'ex-président Victor Paz Estenssoro, candidat d'une coalition de laquelle tant partie la Démocratie chrétienne et le Parti Révolutionnaire authentique (PRA).

Parlant au nom du MNRI, Abel Ayora Argandona a réclamé un processus électoral démocratique et propre. A la même occasion, il a démenti les affirmations voulant que l'UDP aurait l'intention de nationaliser plusieurs entreprises privées s'il arrivait au pouvoir. Le représentant du MNRI a dit que non seulement l'UDP «*respectera la propriété privée dans les termes établis par la Constitution politique, mais de plus elle encouragerait l'initiative de cette entreprise dans toute activité rentable et productive, octroyant de meilleures facilités pour ceux qui recherchent l'auto-suffisance nationale, et la substitution conséquente des importations*» (1).

(1) Agence IPS, La Paz, 8 février 1979.

Le Boycottage Syndical contre la Junta Militaire Chilienne

Le XVIème Conseil latino-américain de la Centrale Latinoaméricaine des Travailleurs (CLAT), réuni à Panama du 6 au 10 novembre 1978, a décidé de lancer un appel à toutes les organisations syndicales régionales et mondiales, pour la réalisation d'un boycottage contre les dictatures militaires du Chili et du Nicaragua.

Une semaine après (20 novembre), au cours d'une conférence convoquée par le Congrès Permanent d'unité syndicale des Travailleurs d'Amérique Latine (CPUSTAL) à San José, Costa Rica, on renouvela l'appel, dans les mêmes termes.

De son côté, l'organisation Régionale Inter-américaine du Travail (ORIT), a profité de la rencontre des Ministres du Travail qui se déroulait à Lima (30 novembre), pour appeler à un boycottage contre les «dictatures du Chili, du Nicaragua et de Cuba».

La proposition de l'ORIT, qualifiée par la CLAT de manœuvre «préfabriquée aux Etats-Unis par les éléments de la AFL-CIO, connus pour leur anti-communisme négatif et macartiste qui finit par faire le jeu du communisme international» (1) compta sur l'appui de l'Institut Américain pour le Développement du Syndicalisme Libre (IADSL) et au Chili, elle compta sur l'adhésion du dénommé «groupe des 10».

Selon l'avis de certains milieux syndicaux, la position de l'ORIT révélait son absence totale d'intérêt à déclencher une mesure de pression efficace contre le gouvernement militaire de Santiago.

Il ne manqua pas de gens pour qualifier l'appel de l'ORIT de simple formalisme dont le but est de «se donner une image» . après presque cinq ans d'appui à l'action de la Junta Militaire Chilienne..

Bien que l'appel de l'ORIT ait liquidé d'emblée toute coordination possible en plaçant Cuba près du Chili et du Nicaragua, et que d'autre part Peter Grace, président de

l'IADSL, ait négocié avec les militaires chiliens l'ajournement de la mesure de boycottage, on ne doit pas sous-estimer un fait important : la nécessité objective de l'ORIT de faire pression pour une ouverture démocratique au Chili comme condition pour consolider le terrain qu'elle a gagné ces cinq dernières années.

Si durant une période de temps prolongée l'ORIT a donné son consentement à la suspension des libertés au Chili, alors que cela répondait à un besoin de démanteler le mouvement organisé par la gauche chilienne, dans les derniers mois ses portes-parole ont insisté sur le fait qu'il ne faut pas penser à développer un «syndicalisme à l'américaine» sans avoir auparavant élargi le champ d'action des secteurs «démocratiques».

Pour l'ORIT, l'ouverture d'un processus de démocratisation lent et contrôlé, est la condition indispensable pour renforcer une structure syndicale qui réponde à ses directives.

Dans ce sens nous pouvons dire qu'il y a eu un changement tactique important, aussi bien dans l'ORIT que dans les organismes rattachés à son orientation. Dans ce cas, le boycottage serait plus qu'une manœuvre de diversion.

Un boycottage limité dans le temps (et dans ses effets) permet à l'ORIT d'exercer une pression «contrôlée» sur les militaires chiliens, et en même temps de bloquer toute possibilité de coordination et d'application réelle de la mesure, à l'échelle régionale.

Il ne faut pas perdre de vue que ces manœuvres d'approche et d'éloignement du gouvernement militaire, ont permis par exemple au «groupe des dix» de récupérer plus de 30 organisations liées à l'UNTRACH gouvernemental, en consolidant sa position à l'intérieur du mouvement ouvrier atteint par cinq ans de dictature militaire.

(1) CLAT Informatif, année 4, No. 31, janvier 1979.

Le C.I.A.L. est un Centre d'Information et d'études dont le but est de contribuer à la connaissance en France et en Europe de la réalité latino-américaine. Il fait partie depuis 1975 du Centre de Recherches de l'Université de Paris VIII - Vincennes. Il s'est constitué en Association sans but lucratif en vertu de la Loi française de 1901. L'Agence Latino-américaine d'Information (ALAI) est une corporation sans but lucratif fondée en 1976. Elle a son siège à Montréal et une équipe de correspondants dans plusieurs pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Le Bulletin CIAL-ALAI est une co-production publiée en français tous les quinze jours sur la base du travail d'information d'ALAI et l'apport du Collectif de Syndicalistes Latino-américains (CIAL) pour le Supplément BIOSAL. Le prix de l'abonnement annuel est, en France: Institutions 165 FF., Individus 105 FF., Prix Spécial Etudiants 65 FF. A l'étranger: Institutions 40 US. Dlls., Individus 25 US DLLS. et Etudiants 15 US Dlls. Les chèques doivent être faits au nom de CIAL N° de Compte 221-49-0407 Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts. Agence Vincennes - Defrance. 94300 Vincennes. FRANCE. Toute correspondance concernant les abonnements sera adressée à CIAL 1 rue de Panama. 75018 Paris. FRANCE. La correspondance et les abonnements concernant les publications ALAI en espagnol doivent toujours être adressées au siège d'ALLAI à Montréal.

Directeur de publication : Michel Beaud. CIAL 1, rue de Panama, 75018 Paris. Imprimé à la reprographie du Centre de Recherche de l'Université de Paris VIII. Dépôt légal 1er trimestre 1979. N° Editeur : 001. N° Imprimeur : A001.